

Conseil d'arrondissement du Lundi 30 juin 2014

Vœu déposé par Déborah PAWLIK et les élus du groupe UMP, relatif au projet d'installation d'une salle d'injection supervisée dans le 10^e arrondissement

Considérant que le gouvernement a annoncé que la loi santé présentée en septembre prochain en conseil des ministres définirait le cadre de l'expérimentation d'une salle de consommation à moindre risques ;

Considérant que le maire du 10^e a réitéré son souhait d'accueillir dans son arrondissement la première salle d'injection supervisée dans le cadre de cette expérimentation ;

Considérant pourtant que, si la question de la lutte contre la toxicomanie doit faire l'objet d'une pleine mobilisation des pouvoirs publics, l'ouverture d'une salle d'injection supervisée ne peut être un instrument adapté à la lutte contre la toxicomanie à Paris ;

Considérant d'une part que les exemples étrangers montrent que les salles de réduction à moindre risque permettent de diminuer les risques sanitaires liés à la consommation de drogue, mais qu'elles ne présentent pas de résultats probants dans l'accompagnement des toxicomanes dans leur sevrage nécessaire ;

Considérant qu'aujourd'hui l'urgence consiste avant tout à aider les toxicomanes à sortir de leur addiction ;

Considérant d'autre part que la politique de réduction des risques sanitaires instaurée à Paris, par la mise à disposition notamment de matériels propres, a permis déjà de réduire les risques liés à l'addiction,

Considérant en outre que l'implantation d'une salle d'injection supervisée à proximité de la gare du nord, aura des conséquences particulièrement lourdes sur le quartier, notamment en matière de tranquillité publique, alors même que ce quartier est déjà en proie à une forte insécurité ;

Considérant par ailleurs que la mise en place d'un tel projet conduira inévitablement à stopper le développement de ce quartier, alors que, par la présence de deux gares internationales, il présente un fort potentiel qu'il est essentiel de développer, dans l'intérêt du 10^e et de ses habitants ;

Considérant également que, pour tendre la main aux toxicomanes et les accompagner dans le sevrage, des alternatives existent, par exemple l'installation d'une structure fixe d'accueil médico-sociale, à proximité d'un centre hospitalier, ou encore le renforcement des équipes mobiles de professionnels allant à la rencontre des toxicomanes ;

Considérant enfin que, au regard de la situation actuelle, et de la concentration d'un public toxicomane dans certaines rues et lieux publics identifiés du quartier des deux gares, il est essentiel d'apporter au plus vite des propositions aux riverains pour répondre à leurs inquiétudes ;

Déborah PAWLIK et les élus du groupe UMP demandent au Maire du 10e arrondissement :

- **De renoncer au projet d'expérimentation d'une salle d'injection supervisée dans le 10^e, celle-ci n'étant pas adaptée à la spécificité parisienne et aux réels besoins des toxicomanes ;**
- **De proposer une politique forte en matière d'accompagnement des toxicomanes vers le servage pour les aider à sortir de cette addiction ;**
- **D'organiser au plus vite une réunion de concertation avec l'ensemble des habitants des quartiers du 10^e où un important public toxicomane est présent, afin d'envisager au plus vite des solutions adaptées pour la vie du quartier.**